

Mars 1938

n° 2

le numéro : 2 fr.

REVISION

REVUE D'ÉTUDES RÉVOLUTIONNAIRES

SOMMAIRE

Epreuve de l'anarchisme, par L. NICOLAS

La politique des ignorants, par RIDEL

Lutte de classe ou lutte nationale, par MARESTER

Le Coin du provocateur, par LUC DAURAT

LE MOUVEMENT SOCIAL

ÉDITÉ PAR UN GROUPE DE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES

REVISION

REVUE MENSUELLE D'ETUDES REVOLUTIONNAIRES

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE - COLONIES		EXTERIEUR	
Six Numéros	10 francs	Six Numéros.	13 francs
Douze Numéros	18 francs	Douze Numéros	24 francs

Adresser la correspondance concernant la Rédaction et l'Administration à : L. FEUILLADE, 70, rue Nollet, Paris-17^e.
Compte chèque postal Paris-218923

AIDÉZ-NOUS

1. Versez-nous une cotisation mensuelle de soutien (10, 20, 50, 100 francs). Vous serez remboursés par un nombre correspondant de numéros. Vous deviendrez les coopérateurs de cette revue.
2. Abonnez-vous. Faites-nous des abonnés.
3. Remboursez-nous en timbres-poste, mandats, etc., le ou les spécimens qui vous seront adressés pour essai.

ECRIVEZ-NOUS !

NOTE DE LA REDACTION

REVISION tend à permettre aux jeunes révolutionnaires d'exprimer leur opinion sur les événements sociaux actuels, de formuler les résultats de leurs recherches sur certains phénomènes jusqu'à présent négligés, d'analyser des situations nouvelles -- en un mot de prospecter les domaines de la science révolutionnaire mal connus ou considérés tabous par les pontifes officiels.

Ce sont là des tâches lourdes.

Nos forces, nos moyens, nos connaissances sont modestes. A l'occasion, les résultats de nos efforts pourront paraître réduits par rapport à nos ambitions. Mais cela nous paraît préférable à un conformisme tranquille, stérile et faux.

Par ailleurs, chaque fois que la nécessité s'en fera sentir, nous nous adresserons aux militants révolutionnaires à qui l'expérience, ou l'étude, a permis de fouiller une question déterminée avec honnêteté et objectivité. De même, des essais, venant d'hommes liés aux mouvements réactionnaires, seront publiés quand ces essais jetteront quelques lueurs sur des problèmes qui nous inquiètent.

Tout ce matériel, toute cette documentation seront utiles à notre entreprise, mais ne nous lieront pas.

Nous ne nous refusons pas d'aller à l'école, mais nous refusons de nous contenter de l'enseignement officiel.

Epreuve de l'Anarchisme

La péninsule ibérique n'est pas seulement un champ d'essai pour tanks et avions ; les différents secteurs du mouvement ouvrier sont obligés d'y prouver par le fait leurs capacités de réalisation, et cela sous peine de périr. Parmi ces secteurs l'expérience des organisations anarchistes et anarcho-syndicalistes force l'attention. En effet, socialistes et communistes ont déjà eu l'occasion, dans une certaine mesure de mettre la main à la pâte sociale : les premiers à travers les gouvernements de coalition en Allemagne, en Autriche, en Belgique ou encore dans des gouvernements plus strictement socialistes en Angleterre et au Danemark ; les seconds donnent leur mesure depuis vingt ans sur l'immense territoire russe.

Par contre, les anarchistes, partout sur la terre, avaient été réduits à un rôle d'opposition (pratiquement l'expérience de Makhno en Ukraine pouvait être négligée à ce point de vue, en raison de ce que ses plus longues occupations de régions se chiffrèrent par semaines).

Enfin en Espagne et surtout en Catalogne, depuis 1936, les anarchistes purent jouer un rôle extrêmement important (dominant en Catalogne au début de la période considérée) ; ils ont pris part au pouvoir ; ils comptaient et comptent sur l'appui d'énormes masses ouvrières et paysannes (dont la partie organisée, notamment dans la C.N.T., doit dépasser largement un million et demi). Leur participation au pouvoir (avec des tonalités diverses) a duré 10 mois ; leur attitude actuelle en face du gouvernement est encore celle d'une neutralité plutôt bienveillante et en tout cas d'appui absolu par les armes.

L'étude de leur activité peut être faite sans la moindre crainte de leur porter préjudice dans la guerre civile ; leurs militants eux-mêmes le proclament (Ex. : discours de Galo Diez, prononcé à Valence, été 1937) :

...La C. N. T. a estimé que le moment était arrivé où plus rien ne pouvait être caché, et cela pour le bénéfice de la guerre et de la révolution. (Brochure de la C.N.T. sur les événements de mai).

D'un autre côté le scrupule de porter un jugement sur des hommes en pleine action, tout en restant soi-même dans une inactivité partielle, n'a rien de commun avec la logique. Le courage et l'intelligence sont deux domaines distincts ; il est indispensable pour le révolutionnaire qu'il participe aux deux. Mais cela ne peut amener à considérer tous les actes courageux comme servant toujours le but poursuivi.

On peut et on doit donc en réfléchissant à l'activité des anarchistes, par delà leur courage, savoir comprendre ce qu'ils ont fait et où ils vont.

Ces points d'interrogation méritent d'être considérés par l'ensemble du mouvement ouvrier. Mais en particulier les ouvriers écœurés du reniement social-démocrate, allant vers l'union sacrée au profit du capitalisme ; les prolétaires découragés par le reniement communiste se transformant en nationalisme de l'Etat-patron russe ; bref tous les révolutionnaires hérétiques et mécontents des partis dits révolutionnaires ont un intérêt spécial à se pencher sur l'expérience anarchiste en Espagne. Avant de se remettre à nouveau en route et sur une route nouvelle, ils ont un intérêt à connaître les tentatives de ceux qui, comme

les anarchistes espagnols, ont cherché avant eux des voies propres : ils doivent surtout le faire pour ne pas finir par être ramenés vers des obstacles qu'ils ont connus dans leurs propres organisations.

Anarcho-patriotes

La guerre civile en Espagne s'est presque, dès les premières semaines, compliquée d'une guerre extérieure ; les interventions des gouvernements italien et allemand datent des premières semaines (le rôle des gouvernants anglais, français et russes, fut plus camouflé et s'exerça dans un domaine autre que celui des opérations militaires proprement dites). Aussi les anarchistes durent très rapidement prendre position en ce qui concernait la défense de la « patrie » et de la « nation ». Sans hésiter ils acceptèrent cette défense ; leurs journaux, leurs discours, leur propagande sont farcis des termes *la race, l'ibérie, nous les vrais Espagnols, la patrie* et autres clichés ; c'est par dizaines qu'on pourrait citer pareils exemples.

Parfois il subsiste dans ce procédé une mince surface de classe : l'Espagne que les anarchistes défendent serait l'Espagne des ouvriers, des producteurs. Ex. : Federica Montseny après avoir souligné sa qualité de membre du Comité régional de Catalogne (organisation de la C.N.T., organisation anarcho-syndicaliste) et du Comité péninsulaire de la F. A. I. (organisation politique anarchiste) proclame dès la fin d'août 1936 :

L'Espagne grande, l'Espagne productrice, l'Espagne vraiment rénovatrice, c'est nous qui la faisons : républicains, socialistes, communistes et anarchistes, quand nous travaillons à la sueur de notre front.

Mais de ce patriotisme prolétarien au patriotisme tout court il n'y a qu'un pas à faire ; la militante anarchiste le franchit aisément ; au cours du même discours, elle affirme :

« Nous sommes tous unis sur le front de la lutte ; unité sacrée, unité magnifique, qui a fait disparaître toutes les classes, tous les partis politiques, toutes les tendances qui nous séparaient avant. »

Il importe de remarquer que ceci est dit en pleine apogée de l'anarchisme, moins de six semaines après le 19 juillet ; les communistes russes ont commencé, assez timidement d'ailleurs, à prôner le patriotisme russe vers 1930 ; c'est-à-dire 13 ans après le grand Octobre ; les libertaires espagnols clament leur espagnolisme un mois après le grand juillet. Aucun souci de conservation ne saurait expliquer cette « évolution » si rapide ; leur influence est à son maximum ; le chantage de la fourniture des armes par le gouvernement russe ne s'exercera qu'à partir d'octobre 1936. Non, ce patriotisme est dû à la force morale d'une propagande séculaire du chauvinisme, s'éveillant à l'improviste, dans les secteurs où l'on s'y attendrait le moins. Puis il y a aussi le mépris du « bétail humain », de la masse à gagner, par n'importe quel slogan ; pourvu qu'elle s'enivre et suive, les militants libertaires se feront patriotes ; en fin de compte, ne faut-il pas battre Franco... et cela à tout prix.

Mais qui a dit A finira bien dans l'alphabet patriotique par prononcer B, le bon patriote non seulement est fier de son « pays », il est amené à mépriser les autres « nations » ; aussi, toujours dans la même logique les anarcho-syndicalistes espagnols remettent en honneur le terme de « boches » que nous avons vu apparaître dans « Solidaridad Obrera », un des organes principaux (voyez S. O. du 10-1-37).

Un autre exemple du même mépris chauvin est celui fourni par un appel de la Solidarité Internationale Antifasciste, publié dans *Solidaridad Obrera* du 25-9-1937 disant textuellement ceci :

La S.I.A. est un organisme de base solidaire qui répond aux sentiments du peuple catalan, qui sont supérieurs aux peuples châtrés d'Italie et d'Allemagne.

Ces citations seront sans doute suffisantes pour juger de la persistance du nationalisme chez les anarchistes espagnols ; la « France libre, forte et heureuse » du communiste Thorez se trouve singulièrement dépassée !

Le Problème colonial

Pénétrés de l'idée de ne rien faire pouvant nuire à l'unité du front antifasciste, craignant de soulever la colère des gouvernements français et anglais, en déchaînant la révolte dans l'Afrique du Nord, les anarchistes ont évoqué le moins possible l'idée de l'indépendance des colonies, et en particulier du Maroc espagnol. Tandis que Franco démagogiquement encourageait les institutions culturelles arabes, les libertaires consacraient à ce problème quatre ou cinq articles de journaux en dix-huit mois de guerre civile et quelques appels par haut-parleur aux troupes marocaines au-delà des tranchées. Mais jamais une décision prononcée par les Comités national ou péninsulaire de la C.N.T. ou de la F.A.I.

Au contraire parfois dans les discours de certains militants en vue, quelque mépris pour les Maures, réminiscence de l'éducation catholique développé pendant des siècles. Ex. F. Montseny parlant le 31 août 1936, d'après *Solidaridad Obrera* du 2-9-1936 :

« La lutte contre le fascisme sur les fronts de bataille se terminera bientôt, parce que de nombreuses forces sont mises en jeu, et parce que l'Espagne, pays habitué à la guérilla, qui s'est habitué à la lutte pour l'indépendance, et qui s'est habitué à cette guerre civile, la plus triste, la plus fratricide, la plus criminelle, est préparée pour en finir bientôt avec cet ennemi intérieur, avec cet ennemi sans dignité, ni conscience, sans sentiment d'Espagnol, car s'ils étaient Espagnols, s'ils étaient patriotes, ils n'auraient pas lancé sur l'Espagne les « réguliers » et les Maures, imposant la civilisation du fascio, non pas comme une civilisation chrétienne, mais comme une civilisation mauresque, des gens que nous sommes allés coloniser pour qu'ils viennent nous coloniser maintenant, avec des principes religieux et des idées politiques qu'ils veulent maintenir enracinés dans la conscience des Espagnols. »

Anarchistes et Impérialisme

L'appui accordé par les gouvernements allemand et italien aux partisans de Franco, l'attitude passive des prolétaires français, anglais et belges ne tentant aucune action directe contre leurs maîtres parallèlement à la lutte des ouvriers espagnols ont amené les libertaires espagnols à espérer leur salut de l'intervention des impérialismes anglais, français et russe. Cet espoir est toujours masqué du manège de préférence pour les démocraties ; il se confond parfois avec des appels à la révolution sociale, mais pratiquement il consiste en une excitation continuelle à la lutte armée dans le sens de l'intervention, voire au vœu de la guerre mondiale.

Cette propagande est extrêmement tenace ; jour par jour, manchettes, articles, discours, demandent pourquoi la France et l'Angleterre manquent d'énergie envers les fascismes. Quelques exemples : au moment où la C.N.T. participe encore au pouvoir, ses représentants écrivent :

« L'Espagne libre fera son devoir. Face à cette attitude héroïque, que vont faire les démocraties ? Il y a lieu d'espérer que l'inévitable ne tardera pas à se produire. L'attitude provocatrice et grossière de l'Allemagne devient déjà insupportable. Visiblement, l'Italie ne joue pas non plus un jeu propre. Il s'agit

de gagner du temps, et comme les uns et les autres savent que, finalement, les démocraties devront intervenir avec leurs escadres et avec leurs armées, pour barrer le passage à ces hordes d'insensés, ceux-ci se dépêchent de détruire Madrid et réaliser des actes de guerre leur assurant une situation plus favorable que celle dans laquelle ils se trouvent actuellement. »

Le même point de vue de solidarité et d'appui aux gouvernements démocratiques s'affirme dans un éditorial récent, appelant pourtant dans son titre les travailleurs européens à se dresser contre leurs bourgeoisies. En voici des extraits édifiants d'après *Solidaridad Obrera* du 10-11-37 :

« Il y a deux façons de mener une guerre qui reflètent deux aspects de la lutte de classes : la guerre financée et articulée pour les buts spécifiques, impérialistes et agressifs du capitalisme qui entraîne les prolétaires au massacre et cache nécessairement, derrière les grands mensonges historiques, les véritables objectifs du montage belliqueux des Etats agresseurs. Il y a aussi la guerre régie par les impératifs révolutionnaires de la lutte des classes, les conquêtes sociales ou l'intervention prépondérante dans la formation et le développement des armées nationales, dans ces pays où la question de l'indépendance se pose, en face d'Etats impérialistes aux prises avec les convulsions et des événements sociaux profonds.

...Nous n'avons pas de raison de cacher que nous nous situons aux côtés des pays démocratiques, où la démocratie ouvrière, les institutions syndicales, politiques, culturelles et coopératives de la classe travailleuse occupent le premier plan de la vie civile, et saturent, à leur tour, malgré la pression d'en haut, les institutions militaires elles-mêmes et les cadres de l'armée. »

Autrement dit, d'après les anarchistes espagnols, en France, dans cette démocratie, les « cadres » de l'armée républicaine, sont d'ores et déjà, avec nous !

Envers l'impérialisme russe, les libertaires espagnols durent prendre une attitude bien plus soumise encore : en effet, à partir d'octobre 1936 et jusqu'au début de 1938 les gouvernants russes étaient les seuls fournisseurs d'armes sérieux et pouvaient ainsi pratiquer un chantage efficace.

Naturellement la propagande anarchiste ne put se permettre en aucune façon l'analyse de l'Etat-patron russe ; jamais les organes de la C.N.T. ne critiquèrent les « procès de Moscou ». Mais le silence ne suffit pas à Staline. Il lui faut de la louange et les anarchistes le servirent que de manchettes célébrant la magnifique attitude de l'U.R.S.S. dans la S.D.N., que de flatteries pour Litvinov. Mais voici un éditorial de *Solidaridad Obrera* du 10-11-37 plus précis à cet égard :

« Les gouvernements alliés, avec plus ou moins de formalités, à l'U.R.S.S., le sont pour des raisons strictement stratégiques, pour les nécessités politico-militaires ; ils se seraient passés de l'U.R.S.S., comme ils se hâteraient de s'en débarrasser à un moment quelconque, s'ils ne voyaient pas dans le grand pays européen-asiatique, le précieux allié militaire qu'il fut toujours, même avant la révolution. Si, en cas de force majeure, l'U.R.S.S. se voyait entraînée dans une guerre aux côtés des états capitalistes, elle la ferait, sans doute, pour défendre son existence, mais ce serait là une éventualité nullement désirable.

Pour le prolétariat mondial, la Russie représente quelque chose de plus et de très différent d'une force militaire qui allège la pression exercée par l'Allemagne et l'Italie sur la France et l'Angleterre. C'est le berceau de la révolution sociale, de cette révolution qu'une guerre capitaliste, certes, n'impulserait pas. Le prolétariat international peut combattre contre le pacte anticommuniste en luttant déjà pour la paix. Il peut combattre pour l'U.R.S.S. en luttant pour la révolution dans le monde ; cela donnerait à la Russie un appui immense, étant donné que seule une lutte révolutionnaire peut neutraliser les succès de la lutte contraire : celle du fascisme.

Nous autres, peuple en révolution, nous voudrions que les peuples du monde n'abandonnent pas aux attaques des fascistes, étroitement unis en un programme d'action, le pays qui nous a précédés dans la voie de la rédemption so-

ciale. Nous voudrions que le prolétariat fixe, immédiatement, son plan et son orientation à ce sujet. Contre l'anticommunisme du Japon, de l'Italie et de l'Allemagne, la solidarité révolutionnaire du prolétariat mondial...

Anarcho-militarisme

Les anarchistes espagnols après avoir arrêté dans des conditions extrêmement dures la tentative fasciste le 19 juillet, prolongèrent leur effort de lutte armée en constituant les premières milices.

Celles-ci différaient du tout au tout des armées régulières ; constituées, contrôlées et animées par les organisations syndicales, elles ne reconnaissaient comme commandement que celui qu'elles avaient librement choisi.

Ces formations souffrirent du désordre inhérent à la propagande désordonnée et chaotique des libertaires ; mais les conditions de la guerre firent qu'elles s'imposèrent à elles-mêmes une discipline qui atteignit dans certains détachements (Groupe anarchiste international) une grande valeur.

Militairement parlant et en considérant les conditions désastreuses d'armement, l'absence d'expérience et d'entraînement, les milices syndicales ont largement rempli leur tâche. Si elles ont à leur passif les pertes d'Irun, de Saint-Sébastien, de Badajoz, de Tolède, ce sont par contre surtout les milices de la C.N.T., de l'U.G.T. (avec les Brigades internationales, très différentes au début d'une armée régulière) qui assurèrent la défense de Madrid et de l'Aragon, il ne faut tout de même pas oublier en faisant la comparaison que l'« armée populaire » a laissé échapper Bilbao, Santander, Gijon et les Asturies ; quant à ses offensives les succès de Belchite et de Teruel apparaissent comme étant très partiels.

Evidemment les milices prêtaient le flanc à la critique par leur manque de coordination ; toute la question est de savoir si le militarisme professionnel en leur donnant cette coordination n'en tuait pas la force vive : l'esprit de classe. Tel semble être l'avis de la plupart des volontaires qui, à des époques diverses, quittèrent l'armée populaire fidèles à l'esprit de juillet 1936 : « Miliciens, oui ! soldats, jamais ! ». Même ceux d'entre eux qui continuent à chanter à l'étranger les louanges de la direction C.N.T., ont bel et bien voté contre la militarisation « avec leurs pieds » en se retirant de la guerre civile après que les milices furent enrégimentées.

Mais si les miliciens anarcho-syndicalistes allemands et italiens furent très précis à cet égard, défendant avant tout le droit d'élire leur commandement, les anarchistes espagnols acceptèrent très aisément la transformation des milices en divisions et régiments, sans s'occuper de savoir qui désignerait les grades et comment.

Ils sont très fiers de ce qu'un certain nombre de leurs militants se soient transformés en officiers, voire en généraux. Ils ont admis qu'avec leur fonction ces militants acquièrent la mentalité du militariste.

Ainsi Garcia Ollivier, membre du Comité péninsulaire de la F.A.I., à l'époque secrétaire de la Consejería catalane à la guerre, passant en revue les élèves officiers d'une école militaire populaire disait (*Bulletin français de la Généralité*, 30-III-37).

« Vous, officiers de l'armée populaire, devez observer une discipline de fer et l'imposer à vos hommes, qui, une fois dans les rangs, doivent cesser d'être vos camarades et constituer l'engrenage de la machine militaire de notre armée.

Votre mission est d'assurer la victoire sur les envahisseurs fascistes et de maintenir ensuite une puissante armée populaire sur laquelle nous puissions compter pour répondre à toute provocation fasciste, ouverte ou déguisée, d'une puissance étrangère, et qui sache faire respecter le nom de l'Espagne, depuis si longtemps déconsidéré dans les sphères internationales. »

Cette idée d'humains à transformer en engrenages est parfaitement assimilée par les officiers anarchistes.

« Nous renonçons à tout... sauf à la victoire. »

Avec pareille maxime formulée par Durruti, à la veille de sa mort, tous les exemples de transformations anarchistes sont admis par les dirigeants de la F.A.I.-C.N.T. comme des concessions douloureuses mais inévitables. Parfois, néanmoins, sentant une réminiscence de leur attachement aux doctrines d'hier, et surtout redoutant une opposition des ouvriers venus confiants en ces théories, la direction anarchiste déclame : « gagner la guerre et faire la révolution ». Il y a là une nouvelle justification du renoncement : la presse libertaire espagnole invoque les entreprises industrielles et agricoles collectivisées obtenues en échange du sacrifice des doctrines.

Incontestablement, le fait d'avoir su occuper les usines, de s'être emparé des services publics, d'avoir réuni en communes de nombreux petits propriétaires paysans, et d'avoir su faire rendre économiquement les nouvelles unités économicques fut une grande conquête.

Le malheur est que l'absence de démocratie ouvrière a apporté un germe de gangrène intérieure dans les collectivités et les a entourées de menaces extérieures, faisant graduellement reculer le domaine collectif et faisant prévoir même sa disparition proche.

Il n'existe pas encore de témoignage d'ouvrier ayant vécu dans les collectivités espagnoles ; quant aux comptes rendus officiels où, dans de longues tirades littéraires, naient quelques chiffres dont le contrôle est extrêmement difficile, ils répandent une odeur « retour d'U.R.S.S. » montrant que dans la besogne d'information les « délégués » libertaires sont aussi imbus d'espoir paradisiaque que leurs confrères stalinisants (Ex : les reportages de Blicq dans le « Libertaire » 1936).

Aussi les plaintes des ministres anarchistes Federica Montseny et Peiro, parlant des nouveaux bourgeois constitués par les membres des comités des collectivités, ne sont pas exclusivement dues à la méfiance envers la gestion ouvrière directe. Il est vraisemblable que les anarchistes espagnols qui n'ont pas respecté la démocratie ouvrière ni dans les milices, ni dans les municipalités, ni même dans leurs propres organismes où l'élection et le congrès sont de plus en plus écartés, ont agi de même dans les usines et domaines « incautados ». Un autre symptôme du même ordre est l'abandon par la C.N.T. du salaire unifié et familial, la création de sept catégories de salaires, et cela dans les entreprises collectivisées. Motif exposé par Vasquez au dernier Plenum de la C.N.T. : « Le salaire familial est anti-humaniste parce qu'il porte préjudice à l'économie ».

Mais bien pire que la menace intérieure, se dresse autour des collectivités l'étreinte de l'Etat. Les dirigeants anarchistes devraient connaître cet ennemi. Envers lui ils ont adopté une tactique louvoyante : au nom des réalités, de l'antifascisme, de l'opportunisme, du moindre mal ils ont renoncé, tout au moins provisoirement à le briser ; une de leurs raisons essentielles est qu'ils ne veulent pas eux, anarchistes, exercer de dictature et remplacer l'Etat. En attendant ils ne demandent que s'incor-

porer à lui. Dès les premiers jours, sans consulter la masse ouvrière pour savoir quelle représentation celle-ci entendait confier aux divers secteurs politiques et syndicaux dans le comité des milices antifascistes, arbitrairement ils établirent la parité entre toutes les organisations, petites ou grandes, bourgeoises ou ouvrières, anarchistes, socialistes ou stalinisantes. Lorsque les partis bourgeois de l'Esquerre et fasciste-communiste furent installés et rassurés, ils imposèrent le retour à un gouvernement « régulier ». Les anarchistes les suivirent et eurent non seulement leurs ministres dans la Generalidad et dans les cabinets de Madrid ; mais encore ils entrèrent partout (en minorité et cerné d'ennemis) dans la police, les tribunaux, les municipalités, les gardes d'assaut, les gardiens de prison, sans rien changer à la nature de l'appareil étatique acceptant de faire appliquer les vieux codes militaire et civil, et tolérant même la détention « gubernativa » (sans jugement) d'ouvriers, absolument lutte de classe (voir le premier emprisonnement de Francisco Maroto).

Un dernier degré de concession leur avait été épargné : d'octobre 1936 à mai 1937 il y eut bien des ministres et des policiers anarchistes au service de l'Etat bourgeois antifasciste, mais les syndicats de la C.N.T. restaient autonomes sans s'étatiser d'une façon directe.

Actuellement ce stade est franchi. Chassés du conseil des ministres et des diverses filiales étatiques après les événements de mai, les dirigeants libertaires ont senti leur fringale de carrière grandir. Aussi dans la récente réponse de la C.N.T. à l'U.G.T. ces dirigeants proposent que :

L'U.G.T. et la C.N.T. s'engagent à réaliser l'inclusion effective du prolétariat dans le gouvernement de l'Etat espagnol, sans exclure les forces non prolétaires suivant les proportions qui correspondent à celles-ci. (Solidaridad Obrera du 13 février 1938.)

Cette intégration des syndicats dans l'Etat est organisée par la création de comités tripartites comprenant des représentants des deux centrales syndicales, mais aussi ceux de l'Etat. La propriété même des grandes industries telles que mines, chemins de fer, industrie lourde, banques, téléphones, télégraphes, navigation maritime est nationalisée, c'est-à-dire confiée à l'Etat. Les transports eux-mêmes sont militarisés, en employant la formule camouflée de « mis à la disposition du gouvernement ». Ainsi il ne restera plus grand' chose des collectivités industrielles ; mais celles qui subsisteront ainsi que les collectivités agraires seront cernées par le collier des grandes entreprises, des banques, de l'appareil policier et judiciaire qui lui appartiendra, à l'Etat. Paradoxal aboutissement pour des anarchistes.

Pouvaient-ils faire autre chose ?

Le plus grave dans cette évolution est qu'elle ne soulève presque aucune protestation dans l'ensemble du mouvement anarchiste international. La première période du ministérialisme anarchiste est marquée par les applaudissements des libertaires français, anglais, italiens, qui font pudiquement quelques réserves sur l'accroc aux doctrines, réservant l'examen de celui-ci pour plus tard. Dès novembre 1937 s'élève la courageuse voix de Camillo Berneri qui dut payer de sa vie son audace de critiquer la main-mise de Staline sur un gouvernement anti-fasciste — anarchiste. C'est vers la même époque quand il est trop tard pour recourir à la volonté ouvrière que les Sébastien Faure commencent à parler de « pente fatale », oubliant les reportages « enthousiastes » de la première heure. Un Rudolf Rocker écrit une brochure de 48 pages sur la « Tragédie de l'Espagne » sans évoquer en une ligne les concessions

anarchistes. Quant au « Libertaire » c'est en vain qu'on y chercherait des données sur l'inégalité des salaires, les inspecteurs-entraîneurs au travail où « l'inclusion du prolétariat » dans l'Etat ; l'information est faussée et unilatérale.

Mais plus un anarchiste est sincère, plus il a cru à la vitalité de son idéal, plus il souffre devant ce bilan et plus il se demande, s'il était possible d'agir autrement que ne le firent ses compagnons d'idées en Espagne.

Laissons à ce sujet la parole à un opuscule des « Amigos de Durruti » faible minorité anarchiste qui, avec les Jeunesses Libertaires de Catalogne a réagi contre la collaboration des classes organisée par les anarchistes officiels. Ce témoignage est d'autant plus précieux qu'il émane d'hommes connaissant les conditions de la lutte et y ayant mis directement la main.

« On n'a pas su utiliser la valeur de la C.N.T. On n'a pas su faire avancer la révolution avec toutes ses conséquences. On a eu peur des flottes étrangères, en alléguant que les unités de l'escadre anglaise auraient bombardé le port de Barcelone.

S'est-il jamais fait une révolution sans affronter d'innombrables difficultés ? S'est-il jamais fait dans le monde une révolution de type avancé en évitant l'intervention étrangère ?

...Quand une organisation a passé toute sa vie en propageant la révolution, elle a le devoir de le faire précisément quand il se présente une conjoncture pour cela. Et en juillet, il y eut une occasion pour cela. La C.N.T. devait s'accrocher en haut de la direction du pays, en donnant un solennel coup de pied à tout ce qui était archaïque, vétuste ; de cette façon, nous aurions gagné la guerre et fait la révolution.

Mais on agit d'une façon opposée. On collabora avec la bourgeoisie dans les institutions étatiques au moment même où l'Etat se crevassait aux quatre coins. On renforça Companys et sa suite. On insuffla un ballon d'oxygène à une bourgeoisie anémiée et apeurée. » (Brochure clandestine des « Amigos de Durruti : Vers une nouvelle révolution.

Conclusion

De ce pénible bilan, une seule chose ressort avec certitude : les anarchistes espagnols et avec eux l'immense majorité des anarchistes dans le monde, mis par la réalité en demeure d'appliquer leur doctrine en Catalogne et en Espagne y ont renoncé ; plus encore ils ont donné leur adhésion effective à un Etat comportant la collaboration avec la bourgeoisie et opprimant les ouvriers.

Ont-ils agi ainsi parce qu'ils ne pouvaient agir autrement ? Une conclusion absolument claire à ce sujet ne peut être déduite. Nous avons cité les possibilités d'autres solutions. Mais s'il fallait conclure à l'inéluçabilité de leur recul, il faudrait en général poser la question, si dans n'importe quel coin du monde l'anarchisme est applicable : en effet, en Espagne étaient réunies les meilleures conditions de développement de ce mouvement.

Si, d'autre part, il faudrait conclure à ce que les dirigeants anarchistes ont simplement utilisé la doctrine, comme un slogan, quitte à l'abandonner dès qu'ils entrevirent la possibilité d'une participation à la hiérarchie sociale, un nouveau problème se poserait. Le 4 août 1914 marque le reniement socialiste ; mars 1921, par le massacre de Cronstadt, peut pratiquement être considéré comme l'époque initiale du reniement communiste, entrant dans les voies de la N.E.P. pour déboucher dans le nationalisme russe ; septembre 1936, avec la dissolution du Comité des Milices, symbolise le renoncement anarchiste. Des analogies existent

entre ces reniements : ils se produisent lorsque les mouvements considérés acquièrent une grande extension ; ce développement entraîne la séparation d'une caste supérieure ; celle-ci renie la doctrine pour retourner dans les sentiers battus de l'humanité. Pour l'anarchisme, ce phénomène apparaît très nettement ; c'est après un succès important qu'il se produit ; la doctrine anarchiste a connu une série de réalisations partielles : l'arrêt du soulèvement fasciste, la résistance de milices, la mise en route des usines occupées. Ce n'est pas la vie qui a mis en échec ces réalisations, c'est le renoncement des dirigeants anarchistes eux-mêmes.

Il faut donc pour le mouvement ouvrier trouver une forme d'expression autre que la protestation anarchiste : en effet, celle-ci, nourrie en grande partie par la haine de la combine politicienne, s'est révélée empoisonnée presque dès le début par celle-ci.

Toute la question est de savoir s'il n'y a pas là une fatalité historique, si toute forme de mouvement ouvrier — et de mouvement humain — a peine grandie, commence à pourrir ; la marche en avant du prolétariat (actuellement avant-garde de l'humanité) n'est-elle pas condamnée à suivre une courbe sinueuse d'avancement et de recul sans jamais arriver au « paradis » ? Ou bien dans la période historiquement très brève de vie du prolétariat industriel les trois reniements ne sont-ils que des épisodes ? Peut-être cette classe absolument nouvelle finira-t-elle par trouver le type d'organisation où l'élite ne se séparerait pas de la masse (des syndicats perfectionnés sans bureaucratie) ?

La recherche de ce type d'organisation s'impose, qu'il s'agisse simplement de freiner la dégénérescence des organisations ouvrières ou d'empêcher définitivement cette dégénérescence.

L. NICOLAS.



La politique des Ignorants

Nécessité de faire le point

Pour retrouver une méthode d'action, il nous apparaît indispensable de nous libérer des classements acceptés par les différents courants qui se partagent le mouvement ouvrier. La géographie officielle des éléments qui participent aux luttes sociales ne correspond plus à la réalité ; des facteurs importants sont apparus, d'autres qui jouaient un rôle prépondérant ont tendance à disparaître ; les schémas dressés au XIX^e siècle sont encore utilisés pour toutes les publications et tous les discours, mais en vérité ils ne servent plus à rien sinon à bercer les ouvriers de douces illusions et à permettre aux initiés de maintenir ces illusions pour des fins non avouées.

Faire le point n'est guère facile, les clichés sont commodes et il est pénible de s'en débarrasser ; les efforts de désintoxication se brisent souvent devant l'énormité de la tâche et n'aboutissent généralement qu'à nous faire emprisonner dans un système ancien présenté sous une phraséologie nouvelle.

En nous évadant des conceptions toutes faites nous aboutirons peut-être à des conclusions pessimistes, mais elles nous permettront de mieux évaluer nos faciles vérités, trésor valorisé seulement par nos illusions.

Savoir si, comme nous l'annonçait avec force tous les doctrinaires marxistes et libertaires, nous sommes plus près du socialisme en 1938 qu'en 1900 ou 1850, nécessiterait une étude des plus complexes.

Sans doute les formes d'oppression capitaliste ont changé depuis le siècle dernier. Sans doute aussi les conditions de vie de la classe ouvrière se sont-elles modifiées et le prolétariat est devenu un élément important qui entre en scène pour la solution de chaque question. Il n'est pas exclu que cette évolution puisse aboutir au socialisme, mais rien ne le garantit. De plus des indices semblent nous indiquer que la mue du système capitaliste nous conduit vers un type d'exploitation simplifié, hermétique, dont l'origine se retrouverait dans la répartition du travail moderne.

Par ailleurs il faut constater que dans la lutte contre le capitalisme classique le prolétariat n'est plus seul. Les régimes russe, allemand et italien, à des degrés différents répondent à la question de la marche inévitable vers le socialisme. Il ne restera bientôt plus que les émigrations politiques pour se satisfaire des anciennes conceptions dont la valeur se manifesterait une dernière fois sur les champs de bataille des guerres idéologiques pour donner une raison illusoire au sacrifice des « antifascistes ».

Quant au prolétariat des nations démocratiques, qui possède des organisations et une politique qui portent sa marque, point n'est besoin de subtiles analyses pour s'apercevoir que les efforts qu'il dépense ne sont pas employés à ses fins propres ni pour un socialisme véritable. Et il faut se demander si dans ces pays la classe ouvrière n'a pas conquis des avantages partiels de telle façon qu'elle a diminué ses chances de victoire totale.

Divisions

Quelles sont les raisons qui poussent les travailleurs à s'enrôler dans leurs organisations, à croire dans les buts poursuivis ? D'une part leur condition sociale inférieure, la sensation qu'ils ont d'être maintenus dans la misère et l'ignorance, le degré même de cette misère, les sentiments de justice et d'égalité trop ouvertement bafoués, la fierté du travail utile accompli humiliée ; d'autre part les aspects catastrophiques de la société : crise et guerre.

Mais en isolant les mots d'ordre pratiques que les dirigeants font avaliser par les travailleurs, en les arrachant de leur cadre de mots, que trouve-t-on en définitive ? Des appels à la guerre, des mesures pré-fascistes, une déification du progrès technique, aucune proposition humaine, socialiste, libertaire, rien qui réponde aux aspirations et aux croyances des opprimés.

Cette politique est encore favorisée par un changement dans la structure de la classe ouvrière. Au point de vue économique, le prolétariat n'est plus au stade d'il y a cinquante ans. Il y a certes des couches importantes de la population qui sont affamées — les vieux — le prolétariat agricole ; d'autres sont placées dans un état de gêne permanent qui peut provoquer des sursauts violents ; mais il existe également des fractions de population qui se trouvent avantagées par le fait qu'une partie de la production échappe momentanément aux lois de l'offre et de la demande (industries de guerre notamment).

L'unité ouvrière est partiellement brisée et seule une puissante idéologie socialiste pourrait la renforcer. Sans cela il est à craindre que de sérieuses satisfactions immédiates viennent concurrencer l'action révolutionnaire chez les ouvriers et employés privilégiés.

En accordant aux jeunes mille possibilités de satisfaire leurs besoins d'action les gouvernements démocratiques arrachent au mouvement un de ses meilleurs moteurs, et en proposant aux autres l'aventure, les partis fascistes lui en enlèvent un second.

Mais l'un et l'autre n'ont fait soit qu'imiter ce qui se passait au sein même des organisations, soit qu'exploiter ce qui était devenu territoire abandonné.

Démonter le mécanisme qui permet à des groupes non prolétariens de se servir du prolétariat, d'utiliser sa foi dans un monde meilleur, nous apparaît une tâche urgente.

Laissons de côté la hiérarchisation, l'oligarchisation des organisations ouvrières, devenues des situations de fait même dans les organisations les plus démocratiques, que des remous à la base ébranlent partiellement et épisodiquement mais que seule une marée d'enthousiasme avec des équipes dirigeantes animées d'un esprit nouveau pourrait bouleverser.

C'est en profitant de l'immense complication des questions sociales, en se proposant aux travailleurs pour la débroussailler et œuvrer en leur nom pour les amener à un stade socialiste — fort simple et idéalisé dans les cerveaux ouvriers — que les spécialistes du mouvement s'imposent et entretiennent les illusions.

En abandonnant la lutte autonome, sauvage — ce qui ne voulait nullement dire incohérente — les ouvriers socialistes ont dû se plier aux nécessités de la politique progressive démocratique d'abord, aux gymnastiques incompréhensibles des solutions partielles et techniques ensuite.

L'Escroquerie

Ouvriers, organisations, appareils et buts bien que masqués du même signe socialiste sont devenus des pièces sans unité. Si le mouvement socialiste a voulu organiser, unifier, diriger toutes les révoltes spontanées des masses miséreuses dans l'espoir de transformer la société de fond en comble, les cadres et états-majors du mouvement se sont peu à peu constitués en caste indépendante ayant ses intérêts particuliers, son avenir bien distinct de celui de ses mandants.

L'agonie du capitalisme libéral a entraîné l'agonie des appareils social-démocrates, pour qui la prospérité et le développement économique frayaient un passage à la poussée prolétarienne sur le plan démocratique. Mais dans la mesure où les techniciens de la lutte ouvrière, les officiers de la lutte de classe se rendent compte de l'absurdité du régime ancien et de sa condamnation, ils prennent conscience de leur rôle, trouvent sur le plan économique des catégories de dirigeants qui possèdent les mêmes caractéristiques et les mêmes appétits, et il se constitue, même au sein de l'appareil d'Etat, une volonté de domination, de réorganisation, de planification qui se heurte et se heurtera de plus en plus au capitalisme dépassé, qui se servira de la classe ouvrière avec d'autant plus de facilité que les cerveaux les plus conscients de cette évolution sont les guides du prolétariat.

Les rares groupements qui abandonnent les oripeaux d'usage présentent des programmes fort alambiqués mais où le bout de l'oreille dépasse sous forme de mesures de réorganisations industrielles aussi anti-capitalistes qu'anti-socialistes — et si en France ces tendances sont encore confuses

il faut en rechercher la cause dans la solide assise qu'y possède le petit capitalisme sans pour cela croire que les éléments principaux de cette classe soient absents.

Ne nous trompons pas quant à la faiblesse et aux contradictions des thèses défendues. Techniciens et dirigeants — personnel de gestion dit Yvon — profiteront de toutes les occasions, de toutes les situations en jouant de leur existence et de leur utilité, en profitant surtout de l'immense naïveté du prolétariat à qui l'on fait admettre qu'il forgera son destin avec des outils et des armes non prolétariennes.

Entre les techniciens socialistes, les équipes de Nocher et certains bergerystes, il y a moins de différences que n'en laissent voir les étiquettes. Ceux qui, dégoûtés de la cuisine des partis traditionnels rejoignent ces groupements réalisent sans aucun doute un bel effort pour se débarrasser des formules toutes faites, mais c'est pour s'enivrer de slogans sonores sans contenu socialiste.

La presse et en général tous les moyens de propagande constituent une excellente courroie de transmission entre les bureaux de statistiques ou les comités centraux et la grande masse des adhérents ou des suiveurs.

En Belgique, huit jours après l'adoption du plan de travail de Henri de Man, les petits propagandistes mineurs du Borinage et du pays de Liège récitent chiffres et indices — appris la veille et oubliés sitôt la campagne d'agitation close — endormaient les auditoires pour les réveiller en fin de séance par quelques formules anciennes aussitôt applaudies : 40 heures, suppression du chômage, socialisme. La confusion était établie, le piège tendu, la « mystique du plan » se créait.

La haine des régimes dictatoriaux, les sentiments de révolte contre l'exploitation patronale sont utilisées habilement, toutes ces réactions sont centrées sur des objets bien déterminés, souvent sans liaison avec le motif primitif. On en arrive à ces meetings pacifistes où il n'est question que de mesures coercitives, de politique ferme, de sanctions, de sécurité collective et qui se terminent par de vigoureuses Marseillaises. Ne parlons pas des campagnes de propagande où la société se trouve démolie par la parole et l'écrit, condamnée, anathémisée, et qui finissent par une proposition de loi bénigne qu'une quelconque commission assassi-nera.

Pas de socialisme de savants

Les bons apôtres de la politique raisonnée et calculée, les experts en sociologie nous présentent de si bons arguments et des schémas tracés d'une main si ferme qu'ils nous éblouissent aisément. Le temps des barricades est révolu disent-ils et les romans de chevalerie périmés ; à problèmes techniques, solutions techniques.

Nous repoussons cette logique trop froide.

Celui qui prétend que la société peut être représentée par une immense équation est un pédant ou un escroc. Quand bien même un quelconque génie arriverait à saisir la réalité dans tous ses éléments à un moment déterminé il ne pourrait que la contempler comme un voyageur contemple un panorama, sans pouvoir la modifier.

Les poussées sociales qui brisent la structure des sociétés ne se préparent pas au laboratoire et ne se décident pas par un *Brain Trust*. L'essentiel de la lutte ouvrière pour le socialisme se trouve dans sa croyance dans un but, dans les efforts qu'elle déploie pour y parvenir, dans la morale qu'elle s'impose, dans les résultats partiels qu'elle arrache.

Les facteurs économiques qui conditionnent cette lutte sont certes importants, déterminants en grande partie, mais considérer ces facteurs comme suffisant à l'avènement du socialisme entraîne une mystique de l'évolution économique qui sacrifie l'essentiel du but à atteindre. Croire que le socialisme n'est que l'héritier d'une économie capitaliste qu'il doit améliorer, perfectionner, signifie l'abandon de tout son côté humain.

Les mécontentements ouvriers, les instincts de justice sociale ne doivent pas actionner de petites et grandes entreprises d'où le socialisme est absent. Parler de technique, de nationalisation, de plan, faire admettre par le prolétariat et l'utiliser pour les imposer des solutions incompréhensibles en les présentant comme des tranches de socialisme constitue une escroquerie.

Pour nous le révolutionnaire socialiste n'est pas surtout un ingénieur, c'est pour commencer un destructeur, un romantique dans ce sens qu'il veut plus de justice et d'égalité, et un aventurier parce qu'il accepte les risques de l'aventure révolutionnaire.

S'il fallait pousser les choses jusqu'à l'absurde, nous dirions que nos préférences iraient à une incompréhension totale alliée à une force confiante en elle plutôt qu'à une connaissance approfondie qui entraînerait le rejet de la participation active et consciente du prolétariat.

Il nous paraît moins absurde de prêcher une politique, une morale et une foi égoïstement socialistes que d'accepter de voir les meilleures forces révolutionnaires employées à faire triompher des mouvements néo-capitalistes. Préférer un calcul qui contiendrait toutes les données à la préparation de l'aventure c'est renoncer au socialisme, plus c'est passer dans le camp des successeurs techniciens des bourgeois essoufflés.

Défense de la politique des ignorants

Il nous apparaît indispensable de rejeter comme non socialistes toutes les formules, tous les mots d'ordre qui ne sont compréhensibles et compris par le prolétariat.

La politique des ignorants serait donc celle qui ne se baserait que sur quelques données essentielles et vivantes pour les travailleurs et sur quelques grandes idées morales propres au socialisme, à l'exclusion de tout ce qui ne partirait pas du prolétariat, voulu et appliqué par lui.

Cette politique serait incomplète. Elle ne serait qu'un pis aller en regard de la complication des situations politiques et économiques. Elle constituerait cependant une immense amélioration de la politique pseudo-prolétarienne actuelle. Elle donnerait une confiance nouvelle aux foules ouvrières en leur permettant de mieux évaluer leur force et rendrait impossibles les détournements d'énergie socialiste.

Le refus catégorique de participer à toute guerre aussi longtemps que les travailleurs ne posséderont pas effectivement tout le pouvoir nous semble un exemple vivant de l'application de cette politique. Sur cette question elle couperait court aux dangereuses interprétations des démocrates, des stalinien et des trotskystes.

Nous ne pouvons certes prévoir si cette politique ferait triompher le socialisme, ce dont nous sommes sûrs c'est qu'elle seule peut le faire triompher s'il est humainement possible.

L'état de regression économique que pourrait entraîner une révolution socialiste ne nous effraye pas. A tout prendre les résultats de l'économie capitaliste, pas plus que ceux des technocrates russes, ne sont magnifiques au point de nous séduire comme le ferait un paradis avec eau, gaz et électricité.

Certes le prolétariat doit calculer son action mais en fonction de sa lutte et de sa volonté d'émancipation, non en rapport avec la marche générale de la société. Faire intervenir dans le calcul prolétarien des éléments puisés dans une science non accessible au prolétariat tue la force révolutionnaire, parce que cela tue sa foi et sa conscience de force invincible.

Une grève ouvrière qui serait pesée et organisée en tenant compte de tous les renseignements sur l'industrie qu'elle affecterait, de l'évolution économique, des possibilités du secteur capitaliste intéressé ne se déclencherait jamais, mais l'irruption dans l'équilibre social d'une force prolétarienne — au travers d'une grève — bouleverse la situation au point de laisser le champ libre à l'intrus surtout si celui-ci est poussé par une idéologie qui magnifie son action et le soutient pour oser appliquer les mesures qui lui paraissent justes.

Un retour à des conceptions simples, un repli sur les positions essentielles du socialisme permettrait un reclassement des forces et des mouvements qui s'abritent derrière la phraséologie socialiste. Il entraînerait sans aucun doute des défections dans les effectifs et l'abandon de nombreux moyens d'action, mais il susciterait une redécouverte des richesses spécifiquement révolutionnaires.

Une autre conséquence de pareille conception serait l'obligation pour les intellectuels sincèrement attachés au prolétariat de resserrer les liens avec les prolétaires par le renforcement de l'idéal socialiste et l'abandon du rôle double qu'ils jouent. Autrement dit le travail d'analyse et de recherches des phénomènes sociaux ne prendrait une valeur réelle — en dehors de sa valeur scientifique intrinsèque — que dans la mesure où il serait assimilé par les artisans pratiqués de la lutte pour le socialisme et que des méthodes nouvelles en surgiraient.

La politique des ignorants ne peut être une politique de l'ignorance, elle signifie solidarité entre tous les lutteurs de l'idée socialiste, un retour aux principes moraux supérieurs du socialisme, une entente féconde entre tous.

Le ralliement possible de larges couches de population extra-prolétarienne devrait être surtout recherché, en dehors des liaisons possibles découlant de la production elle-même, dans la propagande strictement socialiste. Loin d'effrayer les éléments intéressants des classes moyennes, une activité nettement révolutionnaire — surtout dans les pays où celles-ci se trouvent en complet déséquilibre — permettrait de regrouper de forts noyaux de déclassés. Les suites en seraient probablement meilleures que l'état actuel des rassemblements autour de formules volontairement vagues et confuses, qui ne peuvent agir utilement et qui lient les forces actives. Pour avoir voulu présenter le socialisme sous des dehors de plus en plus anodins, jusqu'à ne plus avoir ni couleur, ni goût, pour rallier le maximum de peureux, les mouvements socialistes ont rejeté leurs forces vives vers des mouvements fascistes, plus dynamiques — en paroles toujours, en actes parfois.

L'audace, vertu révolutionnaire doit être ramenée au mouvement socialiste.

Ni les social-démocrates en Europe Occidentale, ni les communistes en Russie, ni les anarchistes en Espagne n'ont joué à fond et seulement la carte prolétarienne et socialiste.

Avant que le monde ne soit bouleversé par la guerre ou une brusque évolution économique, en prévision même de ces bouleversements, il nous apparaît qu'il serait temps de grouper les révolutionnaires autour d'une politique qui serait celle de ceux d'en bas et qui pourrait aboutir, non au perfectionnement de la machine bourgeoise, non à des réformes de structure, non à la montée d'une classe nouvelle, mais à la construction d'une société sortie des mains et des cerveaux de ceux qui auront détruit l'ancienne.

RIDEL.

Lutte de classe ou lutte nationale

« La France est un pays de 90 millions d'âmes. » Ce sont les paroles consacrées, les mots que prononcent tous les bons patriotes afin de montrer l'attachement sentimental, d'ailleurs fort relatif, qu'ils éprouvent pour les colonies, pour « notre plus grande France d'outre-mer ».

La France est donc un pays de 90 millions d'habitants, habitants noirs de l'Afrique Equatoriale et des Antilles, habitants arabes et berbères de l'Afrique du Nord, habitants jaunes de l'Indochine ; et 50 millions de coloniaux qui semblent souvent ne pas éprouver beaucoup de joie à être sujets de la France, s'agitent, se révoltent contre les exploiters comme ils se sont jadis agités et révoltés contre les envahisseurs.

L'esprit de la lutte est-il resté le même ? Les combats actuels continuent-ils la guerre nationale d'autrefois ? Un nouveau facteur s'est introduit dans la lutte : le développement du prolétariat colonial ; ce nouveau facteur va-t-il supplanter l'esprit national ? Va-t-il se juxtaposer à lui ? En un mot y a-t-il eu aux colonies, plus exactement y a-t-il eu dans les colonies qui peuvent soutenir une lutte de classes, ou les impérialismes, passage de la lutte nationale à la lutte de classes, ou bien est-ce la lutte nationale qui se continue sous une forme plus moderne et menée par un prolétariat mécontent ?

D'autre part, il serait intéressant de savoir quelle position doit prendre le prolétariat métropolitain devant les formes de lutte aux colonies.

Il est impossible de faire une démarcation nette entre lutte de classes et lutte nationale sans étudier dans chaque colonie séparément les mouvements indigènes qui s'opposent actuellement à l'exploitation française ; en effet, les formes de lutte peuvent varier beaucoup d'une colonie à l'autre, et ces différences rendent fort difficiles une étude générale du problème.

**

L'empire colonial français est relativement neuf ; c'est sous la Troisième République que s'achèvent les grandes conquêtes ; c'est seulement en 1912 qu'est reconnu, par la convention de Fez, le protectorat de la France au Maroc. Entre 1871 et 1912, se placent les conquêtes de la Tunisie, de l'Indochine, de l'Afrique Equatoriale et Occidentale, de

Madagascar. C'est donc à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e que la France va conquérir ses plus grandes colonies, l'Algérie mise à part.

La conquête, la composition de l'Empire français fut assez longue. Elle porta aussi sur des pays totalement différents. Les peuples formant l'A.E.F. et l'A.O.F., par exemple, n'avaient jamais formé de nations. « *Aucun sentiment national d'indépendance ne les animait ; ils se sont vite habitués à obéir aux officiers français.* » (Seignobos.) D'autre part, la nature sauvage de ces pays, leur faible densité, le développement encore minime des voies de communication rendent difficiles les contacts entre indigènes, et par suite, l'organisation d'une révolte quelconque.

Si les données du problème sont différentes pour les Antilles, la solution est la même. La Guadeloupe et la Martinique sont bien trop petites pour pouvoir organiser un mouvement sérieux, et il ne peut s'agir de lutte nationale, les habitants actuels du pays descendant de nègres africains. Notons pour mémoire l'existence d'une tension perpétuelle entre noirs et blancs, qui régit toute la lutte politique. Les colonies où la lutte s'est le mieux développée, où elle a pris une énorme importance sont l'Afrique du Nord et l'Indochine. C'est sur elles que nous allons maintenant centrer cette étude.

Il est facile de comprendre pourquoi dans ces deux pays la lutte est devenue si forte. Ce sont d'abord les colonies les plus peuplées. L'Afrique du Nord compte 17 millions d'habitants, l'Indochine en compte 20 millions. A elles deux, ces colonies forment donc plus des deux tiers de la population coloniale française. D'autre part, ce sont celles qui ont excité le plus tôt les convoitises des capitalistes, culture de la vigne et de l'olivier en Algérie, phosphates dans toute l'Afrique du Nord, fer en Algérie. En Indochine, riz cochinchinois, fer et houille du Tonkin, sans compter d'autres ressources moins importantes mais cependant appréciables. Dans ces deux pays, existait une culture développée, une unité nationale déjà assez forte, des religions qui rattachaient l'Afrique du Nord à tout le bloc islamique. Le bouddhisme et le culte de Confucius rattachaient au point de vue culturel le Viet-Nan à la Chine. Dans des pays si différenciés et civilisés, les conquêtes furent longues. Après les conquêtes, les révoltes furent profondes. Elles durent encore. Elles ont pris des formes différentes. C'est sous ces formes qu'il convient de les considérer pour poser nettement le problème : *lutte de classes ou lutte nationale.*

**

Il n'y a pas de mouvement commun à la Tunisie, au Maroc, à l'Algérie. Au Maroc, notons l'existence d'un mouvement national qui groupe les forces indigènes autour de journaux tels que *l'Action Populaire, l'Action, El Atlas*. En Algérie, à côté des partis communiste et socialiste, le peuple va au Parti populaire algérien. Ce parti a succédé à l'Etoile Nord-Africaine dissoute par le Front populaire, cependant ses tendances sont moins séparatistes. L'Etoile réclamait un Parlement algérien élu au suffrage universel, la suppression de la justice administrative, la constitution d'une armée nationale, le respect de la petite propriété, la langue arabe reconnue comme langue principale. Les indigènes seuls avaient le droit d'y adhérer. Le P. P. A. réclame l'indépendance dans le cadre de la légalité. Il souhaite la constitution d'un Parlement franco-musulman. Il semble bien d'après le résultat des dernières élections cantonales qui virent Messali Hadj arriver en tête du scrutin que le P. P. A. a pris une très grosse importance en Algérie.

En Tunisie, la lutte est surtout menée par le Néo-Destour. C'est ce parti qui réunit le prolétariat indigène avec les étudiants et les bourgeois. Ce Néo-Destour travaille à côté du vieux parti Destour, plus religieux, et dont le chef, le cheik Talbi souhaite l'union des différents mouvements musulmans du monde (Palestine, Egypte, etc...).

Le Néo-Destour qui a pris le nom de Parti libéral constitutionnaliste tunisien se montre plus progressiste. Il tâche d'englober, et d'ailleurs, il y réussit, la majorité des ouvriers. Ben Youssef déclare un jour dans une réunion : « Notre parti groupe dans son sein tous les éléments de la population, les ouvriers y ont une place et même une place prépondérante parce qu'ils sont encore plus exploités que les autres, étant exploités deux fois : une première fois en tant que colonisés, une deuxième fois en tant que prolétaires... » Il ajoute plus loin : « *Chez nous, il ne doit pas y avoir de lutte de classes.* » D'ailleurs, la tâche de ceux qui rabattent vers le Destour les ouvriers est facilitée par l'exploitation qu'ils subissent et par les avantages accordés aux métropolitains. Il faut considérer cette remarque comme valable pour le P. P. A. Cet état de choses permet à Nouira de dire : « Mes amis, vous êtes d'un tiers colonial patronal qui se manifeste par un salaire plus élevé des ouvriers français, italiens ou autres. Ainsi, avec vos revendications d'ordre corporatif, vous en avez d'autres aussi urgentes, sinon plus : les revendications politiques qui sont celles du peuple dont vous faites partie, vous ne devez pas l'oublier. Un seul parti peut les faire aboutir : notre parti, votre parti, le Destour. » De telles paroles, la promesse d'un Parlement élu au suffrage universel, maître de son ordre du jour, ayant la plénitude du pouvoir législatif, l'instruction obligatoire, attirent le prolétariat à ce parti qui veut assurer la place de la Tunisie « dans le concert des nations civilisées, maîtresses de leurs destinées » et qui désire « un gouvernement national issu du peuple et placé sous l'égide de notre souverain bien-aimé » (docteur Ben-Slimane).

L'analyse de la situation en Afrique du Nord nous montre bien une forte action nationale avec des tendances plus ou moins libérales. Seule la C. G. T. tunisienne, récemment dissoute, pouvait se permettre une action de classe assez forte, mais elle était tirillée par la lutte des partis indigènes.

**

En Indochine, depuis 1930 (après la révolte de Yen-Bay) la lutte s'est profondément modifiée. L'ancien mouvement national était le mouvement des « Lettrés » qui, s'inspirant de la philosophie de Confucius travaillait plutôt à une émancipation culturelle qu'à une émancipation sociale. La lutte prit un caractère plus âpre sous l'influence du parti nationaliste indochinois dont le chef principal était Nguyen-Thai-Hoc. Ce parti voulait la mise à la porte des Français, une révolution économique très libérale, *par la nationalisation des grandes entreprises* et se déclarait l'ami de tous les peuples opprimés. Le parti nationaliste joua un rôle prépondérant avant 1930 et il groupait à côté du parti communiste (qui n'était pas encore sous l'égide de Moscou) la majorité des prolétaires indochinois. Après la révolte de Yen-Bay, ses principaux membres ayant été condamnés à mort et exécutés, le parti perdit la plus grande part de son influence.

Pour comprendre ce qui se passe maintenant en Indochine, il faut faire une différence entre le groupe Annam-Tonkin, d'une part, et la Cochinchine d'autre part. En effet, si dans l'Annam, il faut signaler un

mouvement national-démocrate, autour de Thuc-Khang, et au Tonkin un mouvement de même nature, avec cependant une tendance appuyée vers la classe ouvrière, sous la direction de Tien-Phu, dont l'organe est *Le Travail*, en Cochinchine la lutte a pris un caractère plus âpre et s'est organisée dans un sens très prolétarien. Il y a bien en effet un parti indochinois, le parti constitutionnaliste, né en 1925, qui préconise le progrès social sous l'égide de la France. Ce parti réunissait autour de Bui-Quang-Chien et Ngyen-Phen-Lang, la majorité des petits-bourgeois. Le dernier chef nommé s'apercevant du manque d'influence du parti et voyant que les intellectuels commençaient à s'intéresser à la lutte ouvrière, a proposé une révision tactique, et essayé d'obtenir de « *La Lutte* », dont nous parlerons tout à l'heure la formation d'un congrès populaire national, afin de présenter un cahier de revendications à la commission d'enquête. Il y eut scission entre les deux chefs. Le premier garde près de lui la majorité du parti. Le deuxième dirige un organe national, *Le Flambeau d'Annam*. Les partis nationaliste donc, s'aperçoivent de leur manque d'influence, et tentent un rapprochement avec le mouvement ouvrier, c'est-à-dire le parti communiste et la IV^e Internationale.

Le parti communiste indochinois est depuis 1931 seulement sous l'égide de Moscou. Il groupe sous la direction de deux chefs : Guyen Van Thao qui dirige *l'Avant-Garde*, et Duang Bach Mai qui dirige *Le Peuple*, la majorité du prolétariat. Une autre partie des ouvriers suit les trotskistes sous la direction de Ta-Tu-Thau, dont l'organe est *La Lutte*.

Le combat ouvrier était très bien organisé, il avait atteint son apogée avec l'inattendu et formidable front unique qui durait depuis 1931, mais à l'avènement du Front populaire, les dissensions commencèrent au sein des groupes après un voyage de Duang Bach Mai en France, Thau s'efforça de maintenir le front unique, mais il ne put y parvenir et quelque temps après, un voyage du député communiste Honet consacrait la scission.

De toute façon, en Cochinchine, la lutte a pris un caractère très nettement ouvrier.

Nous avons montré la profonde différence existant entre l'Afrique du Nord et l'Indochine. En Afrique du Nord, il semble bien qu'il y ait une bourgeoisie essayant d'entraîner le prolétariat dans une lutte nationale. En Indochine, les mouvements nationaux ne sont pas si développés et le mouvement ouvrier a trouvé en Cochinchine un terrain de développement d'où il essaye de s'étendre dans toute l'Indochine. Cependant, la situation est loin d'être excellente. Il y a encore dans les colonies françaises prépondérance de la lutte nationale sur la lutte de classes, tant la différence entre les peuples colonisés et colonisateurs est restée grande.

Il me semble qu'en gros, l'on peut comparer avec justesse, la situation des colonies avancées avec celles de différentes nations en 1848, au moment de la grande vague des révolutions nationales. Ce sont les mêmes forces souvent libérales, toujours nationalistes ; libérales par réaction contre l'absolutisme outrancier des possédants, mais surtout nationales : c'est l'Italie qui s'élève contre l'Autriche ; ce sont les complications nationales et religieuses au sein de l'Autriche même.

Les révolutions nationales furent longues, difficiles, subirent maints échecs avant la réussite finale. Le peuple en tira un profit plus idéologique que matériel et si l'on regarde maintenant, projetés dans notre époque, les aboutissants de la politique nationaliste, on assiste à l'apparition du fascisme dans certains des Etats ayant fait « leur révolution

nationale » : Italie, Allemagne, par exemple. Ces révolutions sont mal définies, elles exacerbent le nationalisme du peuple, au grand profit des bourgeois et elles risquent souvent d'entraîner le fascisme sous une forme ou sous une autre.

Cependant, la situation aux colonies n'est pas tout à fait la même. A côté de la réaction nationale existe une réaction anticapitaliste et les peuples coloniaux ont pu même parfois prendre nettement conscience de leur classe. Nous avons déjà vu les avances des orateurs destouriens au prolétariat. Nous avons vu le développement des partis prolétariens en Cochinchine. Il nous faut parler maintenant d'un énorme mouvement prolétarien, d'un mouvement qui montre bien à quel point peut aller le réveil d'une classe « les grèves de 1936 en Afrique du Nord et en Indochine ».

En Afrique du Nord, dès juin 1936, correspondant au mouvement de leurs camarades français, un mouvement indigène est déclenché. Ce sont les ouvriers du bâtiment et de la métallurgie qui ouvrent la lutte. Les autres suivent. Fait rare : le prolétariat agricole lui-même se met en grève. Les prolétaires algériens luttèrent avec courage. Il fallut envoyer contre les grévistes la garde mobile. Des autos-mitrailleuses parcouraient le Sabel. On arrêtait les meneurs. Quand la lutte fut terminée en France, elle s'arrêta aussi en Afrique du Nord. Un peu plus tard, c'était le prolétariat indochinois qui entra en lutte. Il faut d'ailleurs remarquer qu'il fut toujours très combattif. Là-bas, en 1929, en Cochinchine et pour la première fois au Tonkin (Haiphong) des grèves s'organisent sur le terrain de classe. Péra pouvait dire dans la *R. P.* : « Malgré le régime d'esclavage, la lutte de classe sous des formes qui se rapprochent énormément de celles des prolétariats européens, et avec des revendications identiques, a fait son apparition dans le fief des grands négriers ». En 1936, un immense mouvement se déclenche avec des revendications purement sociales : application des lois sociales, réduction des amendes, interdiction des sévices corporels, augmentation des salaires de 25 % en moyenne. Les grèves sévirent du Nord au Sud, le gouverneur Pagès dut prendre des mesures « énergiques » pour les étouffer. Voilà qui prouve bien la force que peuvent malgré tout prendre les revendications du prolétariat indigène sur le terrain de classe.

Les mouvements d'émancipation coloniale commencent à être connus. La lutte des indigènes est suivie favorablement par une partie du prolétariat français. Des meetings réunissent dans les salles parisiennes bon nombre de prolétaires. A ces meetings prennent la parole des personnalités du mouvement ouvrier. Aux meetings qui eurent lieu, on pouvait noter d'adhésion de Rousset du P.O.I., de Guérin de la G.R., de l'U.A., des étudiants socialistes. Il importe maintenant de faire le point et de dégager l'attitude du prolétariat devant les partis nationaux indigènes. Ceci se rattache très intimement au problème des luttes nationales ; en vertu du fameux « droit qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes », beaucoup de militants regardent d'un bon œil les mouvements d'indépendance. Il est inutile de rappeler que le parti communiste soutint assez longtemps les mouvements d'émancipation coloniale. Lénine prenant position, écrivait : « Dans une guerre réellement nationale, les mots « défense de la patrie » ne seraient pas une tromperie et je n'en suis pas adversaire (Tome XII des œuvres complètes). En face de cette attitude s'élevèrent d'une part les anarchistes et Rosa Luxembourg aussi qui prit nettement parti contre la thèse du droit des peuples soutenue par

Lénine. Dans sa brochure sur la Révolution, elle écrit : « Mais, et nous touchons ici le nœud du problème, le caractère utopique, petit-bourgeois de ce mot d'ordre *nationaliste*, consiste précisément en ceci : *que dans la dure réalité de la société de classes, restant dans une période d'antagonismes extrêmes, il se transforme en un moyen de domination de la classe bourgeoise* ».

Le problème se trouve nettement posé : faut-il soutenir en vertu du droit des peuples les luttes nationales, ou faut-il prendre parti contre elles ? Nous n'allons pas nous étendre sur cette question ; nous essaierons seulement d'avoir une position claire.

On ne peut discuter dans l'absolu sur les positions du prolétariat envers les luttes nationales. Il faut tenir compte de plusieurs faits précis : d'une part, les mouvements coloniaux existent. Certains sont très forts et groupent une grande partie des indigènes, d'autre part la lutte du prolétariat révolutionnaire se fait, doit se faire sur le terrain international de la lutte de classes et non sur un terrain national. Reconnaissons que soutenir la lutte des indigènes contre l'impérialisme est un moyen de combat intérieur contre le capitalisme français. En effet, en cas d'aboutissement d'une lutte nationale un rude coup serait porté aux grands trusts dans la recherche de leurs matières premières. Mais il serait vain de croire qu'une telle lutte suffirait à éliminer à tout jamais le problème du capitalisme colonial. Il est à craindre que les colonies ne pouvant vivre en économie fermée (aucun pays ne le peut) ne retombent sous une oppression capitaliste, soit indigène, soit et plus internationale. Délivrer le prolétariat indigène de l'oppression française n'est pas tout. Il faut le débarrasser du capitalisme. Challaye a bien vu le problème quand il écrit dans sa préface à une brochure destourienne « le véritable intérêt et le devoir du peuple de France c'est d'unir son effort à celui du peuple tunisien contre les exploités des deux peuples ».

En un mot, il faut intensifier partout la lutte sur le terrain de classes. Les grands partis populaires ont failli à leur tâche. Les prolétaires français ne doivent pas faillir à la leur. Il faut encourager et soutenir par tous les moyens les mouvements prolétariens indochinois, il faut encourager les prolétaires africains ayant travaillé en France et repartant là-bas à montrer à leurs camarades indigènes le vrai sens de la lutte. Il faut se trouver toujours prêts à soutenir les mouvements prolétariens qu'ils pourront déclencher.

Soutenir la lutte nationale n'est qu'une partie de la grande tâche. Le but que nous essayons de poursuivre malgré tout est une émancipation de tous les prolétaires. Il appartient aux militants restés sincères de grouper leurs efforts dans ce sens. Alors peut-être arriverons-nous un jour au but poursuivi. Il importe de se souvenir toujours de la phrase de Marx : *Prolétaires de tous les pays unissez-vous.*

MARESTER.

le coin du provocateur

par Luc DAURAT

Le jour où les chefs du socialisme auront compris que l'homme du peuple est plus préoccupé de son honneur, de sa femme et de sa soupe que des subtilités politiques, un pas énorme sera fait vers la révolution.

Il faudrait savoir à la fin que le prolétariat cherche moins dans le socialisme la joie pure du philosophe que la satisfaction du guerrier. Le peuple fait du socialisme une affaire personnelle et quotidienne. Cette conception est connue mais peu répandue dans les milieux du socialisme car elle aurait l'immense inconvénient d'en chasser les gens de lettres et les crapules qui se nourrissent de la colère du prolétariat. Vulgarisée, elle éviterait pourtant au peuple dégoûté des diplomates de la sociale de se précipiter périodiquement vers les reîtres de la réaction militaire.

Les chefs du socialisme entendent le fatalisme révolutionnaire comme un hommage permanent qui est dû à leur haute compréhension des problèmes. Ils baillent encore de surprise que le prolétariat moderne, las de secréter des Louis Blanc, des Noske ou des Dormoy se soit précipité dans les bras des Napoléon, des Boulanger et des Hitler. Pas une fois ils ne songent à mettre en doute leur compréhension de l'homme ni leur rôle de messies du prolétariat.

Il est interdit de dire que pour le peuple, les Napoléon et les Hitler sont une réaction nécessaire aux canailleries jacobines, social-démocrates et bolchevistes. Pourtant, si l'on ne veut pas admettre cela, on ne comprendra jamais rien à l'accession au pouvoir des autocrates. On pourra disserter savamment sur l'imbécillité légendaire des chefs de la réaction militaire. On pourra se gausser de leur philosophie naïve et de leur syntaxe barbare. Mais on pourra faire aussi ses malles et jouer élégamment les papes de la sociale dans des émigrations successives.

Si l'on jugeait les prolétaires de 1937 d'après les comportements de ceux qui se donnent pour leurs chefs, le monde serait un ramassis de sophistes et de canailles dont l'unique préoccupation consisterait à trouver le discours qui trompe le mieux son prochain. Or, le monde n'est pas cela. Le monde ouvrier est cet assemblage d'hommes qui dorment, boivent, mangent et aiment avec parfois d'étranges lucidités qui n'ont aucun rapport avec le charme des discours et l'élégance des systèmes. Il y a entre le peuple et ses chefs l'immense fossé qui sépare ceux qui vivent la vie de ceux qui font profession d'en parler.

Si les chefs du socialisme allemand n'avaient pas été des canailles, il faudrait admettre que les masses allemandes ne sont qu'un troupeau de brutes saoules n'ayant ni conscience humaine ni dignité personnelle. De

tels hommes n'étant pas une exception dans le monde, parler du socialisme en comptant sur de tels éléments serait une bouffonnerie ridicule. Il faut expliquer les masses casquées et bottées du national socialisme comme une réaction naturelle aux sociaux démocrates de boudoir et aux adjudants imbéciles de Moscou. Il faut admettre l'excès comme contre-poids à l'excès ou autrement il faut douter des hommes et rejeter tout système qui postule l'amour du vrai et l'effort humain, c'est-à-dire, en bloc, le socialisme.

On peut expliquer le fascisme comme une duperie criminelle. Mais alors il faut faire vite son mea culpa. Et ce n'est pas avec une grande fierté que nous, militants socialistes, pouvons faire au peuple le bilan des réalisations de ceux qui se réclament de lui. C'est sans grande fierté que nous voyons comment la tolérance et la dignité s'expriment chez les communistes, à Moscou. C'est sans grande fierté que nous voyons comment le courage et le respect du prochain se manifestent chez les socialistes français. C'est sans grande fierté que nous voyons l'honnêteté et la fermeté des chefs anarchistes éclater dans la Barcelone du 3 mai. Et nous avons quelque malaise à dénoncer les crimes de l'adversaire quand nous comptons chez nous tant d'anciens et de futurs assassins d'ouvriers.

**

Les canailleries des hommes s'effacent sur le plan de l'histoire. Mais elles se gravent profondément sur le plan de la vie quotidienne, et l'on ne peut avoir une conscience de vainqueur lorsqu'on prononce du bout des dents le nom de ceux qu'on doit subir pour ses chefs. Pour jouer son rôle efficace, la présence du chef ne doit pas s'inscrire en haut dans l'histoire, mais dans l'intimité personnelle, entre la femme et la soupe, entre les objets qu'on aime. On n'admet ni une crapule, ni un prince, ni un flic à son foyer. On attend le compagnon d'arme dans le chef, et dans le socialisme, le plan mûri ensemble avant de donner l'assaut à l'adversaire.

Entre l'avocat et le soldat on ne peut blâmer le peuple de choisir le soldat. Et cela en quelque circonstance pour qui que ce soit est une chose qu'il est nécessaire de comprendre.

La différence est telle entre le soldat de l'octobre russe et du juillet espagnol et le flic social de Rome et de Berlin qu'on ne peut risquer la confusion. Le militant-soldat est l'opposé du muscadin militaire, on n'en dirait pas autant des diplomates du socialisme ouvrier.

A en juger par le pape et les évêques la morale du Christ serait une morale de bandits. A en juger d'après les chefs ouvriers le socialisme serait une philosophie d'histriens. Je me refuse autant à postuler que Blum, Thorez ou Staline sont fils du socialisme que le pape et les évêques fils de Jésus-Christ.

Il serait curieux d'étudier comment une morale et une philosophie humaines ont donné naissance à cette lignée de maquignons conformistes qui constituent les églises chrétiennes et les églises socialistes. Il règne dans les unes et les autres, devant une réalité inavouable, une apparence de benoîterie pour l'édification des fidèles. On a raillé suffisamment les punaises de sacristies catholiques pour qu'il soit permis de toucher un mot des punaises qui ne manquent pas dans les sacristies socialistes. On voit très bien la brutale franchise postulée par le terme de révolutionnaire cohabitant avec la papalardise qui est de règle dans les organisations ouvrières. Chaque doctrine y a son pape, chaque nation

ses évêques et chaque région son troupeau de petits abbés et de frères, car le mot y est. Les renacleurs sont vendus à Hitler comme on fut voué à Satan. La vérité y est proscrite, l'obéissance et le respect de rigueur. On excommunique avec quelque facilité. La pénitence s'appelle la discipline. En vérité les punaises du socialisme n'ont rien à envier aux punaises des sacristies.

Les ouvriers qui ne pénètrent pas dans les partis et qui ont la morale dure et fruste de l'utilité quotidienne ne peuvent s'imaginer la bassesse qui règne dans les clans d'initiés. Les ouvriers ne croient pas qu'on puisse faire la révolution sur des demi-vérités et que la préparation à l'acte révolutionnaire soit un continuuel rampement devant des hommes qui ont reçu le plus clair de leur autorité de la fréquentation des bourgeois.

La révolution socialiste est l'acte le plus formidable de bonne foi. Elle est préparée par des hommes pour qui l'action est un chantage continu et qui s'arrogent délibérément le droit au mensonge.

On comprend que de tels hommes doivent se trouver impuissants devant des événements révolutionnaires et que le peuple ne peut manquer de s'en apercevoir.

Dans les révolutions victorieuses, les hommes dressés à la morale des classes ne perdent ni les habitudes d'adoration ni les habitudes de mensonge qui caractérisent les religions. Au contraire ces habitudes se renforcent et s'affrontent dans les fonctions diverses de la jouissance du pouvoir. Le socialisme qui a ses Loyolas a aussi ses inquisiteurs de la foi, c'est-à-dire de la doctrine. Staline poursuit en Trotsky le théoricien de la Révolution permanente comme les jésuites traquaient les jansénistes sur la grâce et le pouvoir prochain.

Si nous voulons conserver quelque chose du socialisme, il faut différencier nettement ceux qui le représentent comme des diplomates représentant une nation et ceux qui font le socialisme comme les laboureurs font le sol de leur pays. C'est avec le travail patient du militant qu'on cultive et fertilise le socialisme, mais c'est avec le mépris et l'injure qu'on traite les chefs d'un socialisme avil. On n'améliore pas des hommes méprisables et on ne redresse pas une bouche qui a pris l'habitude du mensonge. Il faut en prendre son parti.

P.-S. — On apprend de Varsovie :

Les quatorze députés sociaux-démocrates du Volkstag dantziçois ont décidé d'adhérer à la fraction nationale-socialiste de la Diète de la ville libre.

Les quatorze députés auraient eu tout d'abord l'intention de déposer leur mandat, mais ils en auraient été moralement empêchés par les autorités du parti national-socialiste.



“REVISION” vous intéresse ?

ABONNEZ-VOUS !

Mouvement Social

En France, l'intérêt s'est concentré durant ce dernier mois sur l'élaboration et la discussion du « Statut moderne du Travail ».

Rappelons les dispositions du projet :

1. Placement ;
2. Embauchage et débauchage ;
3. Statut des délégués ;
4. Conventions collectives et rajustement des salaires ;
5. Conciliation et arbitrage ;
6. Grèves.

Les trois derniers points sont les plus importants et c'est sur eux que doit porter toute notre attention.

C'est, en effet, sur la question essentielle du rajustement des salaires que se sont produits les conflits. Nous avons vu les patrons méconnaître les accords acceptés par eux et mépriser souvent les décisions du surarbitre. Contre cet état d'esprit, l'arme efficace du prolétariat était la grève.

Il fallait donc, si le gouvernement et le Parlement voulaient éviter ces faits, étudier le rajustement des salaires ouvriers au coût de la vie et pour cela adopter l'échelle mobile. Le projet subordonne l'application de l'échelle mobile « aux conditions économiques de l'entreprise où s'est produit le différend... ». Ce rajustement sera soumis à l'arbitrage.

Les deux parties, aux termes de dispositions contenues nécessairement dans les conventions collectives, désigneront chacune un arbitre et un arbitre suppléant et, ensemble, les surarbitres. C'est la légalisation d'un mode de règlement des conflits qui a fait ses preuves. Les arbitrages incohérents ne se comptent plus, des patrons refusent d'obéir aux décisions du surarbitre et c'est cela que le gouvernement et sa fidèle majorité sanctionnent !

Jusqu'ici, le prolétariat pouvait se servir de la grève pour mettre les patrons en demeure de respecter les contrats ou pour protester contre des décisions scandaleuses. Ils n'auront plus ce pouvoir. La grève sera légalisée. Ce « statut légal de la grève », traitée de duperie par ceux qui ont encore le courage de protester (lire la brochure de

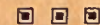
M. Chambelland : Les deux grandes duperies du « Statut moderne du travail » et l'article de Galo : « Duperie de la grève obligatoire » dans le « Réveil syndicaliste » du 15 février) n'est que cela. Le vote secret, sous la surveillance d'un émissaire du gouvernement (un délégué du préfet, qui doit être prévenu dès l'origine du mouvement), permet toutes les pressions. Cette procédure veut empêcher des mouvements spontanés comme ceux de juin 1936, dont les conséquences peuvent être considérables, car leur objet est la mise en demeure pour les pouvoirs publics de donner les solutions les plus favorables aux questions pendantes. Enfin, pour juguler ces mouvements s'ils se produisaient malgré tout, il est envisagé que : « Si le fonctionnement des établissements, de l'établissement ou d'une partie de l'établissement où s'est produite la grève est indispensable, soit à la subsistance ou à la sécurité des autres entreprises, le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement du service indispensable en accord avec les employeurs et les travailleurs intéressés, à défaut par intervention directe ». Si la grève se poursuit après l'arbitrage, des pénalités sont prévues pour entraver à la liberté du travail. Sanctions unilatérales, applicables seulement aux responsables ouvriers. Le patron qui aura passé outre à la sentence arbitrale ne sera pas poursuivi.

Il faut que le prolétariat se rende compte qu'aujourd'hui les Etats, quels qu'ils soient, sont dans l'obligation d'adopter des mesures similaires. Qu'elles soient présentées démocratiquement, par le « libre jeu des débats parlementaires », imposées par la toute puissance des organismes du travail dociles à l'Etat, comme en Allemagne, en Italie ou en U.R.S.S. elles ne varient pas quant au fond. Le travail est aujourd'hui soumis aux exigences de l'impérialisme. La solution du problème ne peut plus exister que dans l'opposition absolue du prolétariat à toute conception, ceux des classes qui ne peuvent se maintenir qu'en l'asservissant davantage : dirigeants, bourgeoisie, capitalisme.

R. D.

SPAIN AND THE WORLD

Bi-mensuel en anglais
consacré à la Révolution espagnole
et à la lutte contre le fascisme international



ABONNEMENT :

Pour un an : 25 francs. — Six mois : 13 francs

Le numéro : 1 franc

REDACTION ET ADMINISTRATION

21 FRITH STREET
LONDON, W.1. Angleterre

A LIRE

« Bolchévisme et Stalinisme », par Léon TROTSKY.

Quatrième Internationale. Janvier 1938. (15, passage Dubail, Paris-10°).

« Documentation sur le Statut Moderne du Travail ».

Réveil Syndicaliste, N° 3. 15 Janvier 1938. (10, rue de Lancry, Paris-10°).

« La Littérature et le Peuple », par Henry POULAILLÉ.

(Brochure éditée par « Les Humbles », 229, rue de Tolbiac, Paris-13°).

La revue comporte principalement trois types d'études ou d'articles qui engagent la rédaction à des degrés différents.

1. Articles traitant de problèmes sur lesquels l'auteur est particulièrement compétent. Ces études seront, le plus souvent, sollicitées et serviront de point de départ à une étude générale, sans engager la revue ;

2. Articles dus à des collaborateurs habituels, qui posent un problème déterminé, et expriment un point de vue personnel ;

3. Etudes signées par une équipe de camarades et qui sont le résultat d'un travail collectif.

COPIES
DISTRIBUTION

CAMILLO BERNERI

GUERRE DE CLASSE

EN ESPAGNE

CAHIERS DE TERRE LIBRE

« LA LABORIEUSE », 10, rue Emile-Jamais - NIMES (Gard)

Prix : 1 Franc

En vente à partir du 1^{er} Mars 1938

M. CHAMBELLAND

Les deux grandes duperies du statut moderne du travail

Une Brochure
0 fr. 50

aux Editions
de la
« REVOLUTION PROLETARIENNE »

54, rue du Château-d'Eau
Paris (10^e)

Dans la tourmente

Un an de guerre civile
en Espagne

Extraits de la Presse anarcho-syn-
dicaliste espagnole de juillet 1936
à juillet 1937

Un volume de 332 pages
12 francs

Aux Editions
du BUREAU D'INFORMATIONS
et DE PRESSE

28, Boulevard Saint-Denis
Paris (10^e)



Le Gérant : L. FEUILLADE
IMPRESSIONS MODERNES, 37, boulev. de Strasbourg, Paris.